

Willoughby, William R. *The Joint Organizations of Canada and the United States*. Toronto, University of Toronto Press, 1979, 289 p.

Alfred O. Hero

Volume 11, numéro 3, 1980

Quelques jalons de l'apport canadien au droit international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701097ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701097ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hero, A. O. (1980). Compte rendu de [Willoughby, William R. *The Joint Organizations of Canada and the United States*. Toronto, University of Toronto Press, 1979, 289 p.] *Études internationales*, 11(3), 568–569.
<https://doi.org/10.7202/701097ar>

ment les facteurs de nature purement économique risquent de ne produire que des résultats partiellement satisfaisants. Par ailleurs, une analyse plus proprement politique ne saurait pas se limiter à la mise en rapport simple d'enjeux et de politiques manquant ainsi de saisir adéquatement la dynamique qui anime l'émergence de ces enjeux et leur traduction subséquente en politiques spécifiques.

En dépit de ses faiblesses, ce premier volume de la série *Natural Resources in U.S.-Canadian Relations* a le mérite non négligeable d'alimenter d'éléments additionnels des débats qui, malgré leur pérennité, ne sont pas encore parvenus à dégager des consensus permettant l'adoption de politiques cohérentes et claires. C'est dans cette optique que le choix fut sciemment fait de soulever à nouveau quelques-uns des points de controverse repérables dans le volume objet du présent compte-rendu, plutôt que de s'en tenir à la présentation banale d'un résumé qui n'arriverait de toute façon qu'à informer l'éventuel lecteur encore bien inadéquatement.

Raymond HUDON

Département de science politique,
Université Laval

WILLOUGHBY, William R. *The Joint Organizations of Canada and the United States*. Toronto, University of Toronto Press, 1979. 289p.

Ce livre, concis, plus factuel qu'analytique, décrit très bien l'évolution historique et le fonctionnement courant des institutions intergouvernementales bilatérales les plus significatives qui existent à l'heure actuelle. Bien qu'il soit rédigé d'un point de vue canadien – mais non pas passionné – le lecteur américain averti n'y trouvera qu'un minimum de biais nationaux. De plus, l'auteur examine le développement comparatif de chaque organisation non seulement dans le contexte de la nature changeante des problèmes importants qu'elle doit affronter, mais aussi dans celui, beaucoup plus large, des relations des deux voisins tant

aux niveaux économique, politique, qu'institutionnel. De cette façon les procédures sont examinées dans des termes qui sont plus significatifs (et intellectuellement plus intéressants) que ceux que l'on retrouve dans la plupart des études sur l'administration publique internationale.

Après avoir examiné le développement et le fonctionnement de chaque institution, l'auteur, de façon très judicieuse, porte un jugement sur la performance de chaque agence et suggère des améliorations – avec lesquelles la plupart du temps ce recenseur est en accord. Les conseils de M. Willoughby concernant le rôle accru de la C.M.I. (Commission Mixte Internationale), la plus importante des agences bilatérales, semblent particulièrement constructifs.

Cette étude comparative éclaire de façon implicite, quand ce n'est pas directement, quelques phénomènes que l'on retrouve au travers de toutes ces organisations et dont la plupart des aspects réfèrent aux relations Canada-U.S. en général : 1/ le degré d'asymétrie de cette relation bilatérale varie énormément en fonction du sujet traité. 2/ Le fait que les Canadiens accordent plus d'importance à ces relations que ne le font leurs vis-à-vis américains se reflète dans la qualité généralement plus élevée des talents, des ressources financières et de l'intérêt accordé à ces institutions par le Canada. 3/ La C.M.I. (Commission Mixte Internationale) particulièrement, mais dans une bonne mesure les autres agences également, ont réduit de façon significative l'influence que les différences de population, de richesse et de puissance auraient pu autrement exercer dans la solution des conflits opposants ces deux voisins très inégaux. 4/ Bien sûr ces institutions ont parfois été affectées par le style particulier du nationalisme canadien, par le style des leaders politiques américains et canadiens, ou encore par celui de l'ensemble des relations entre les deux pays à un moment particulier ; mais, par contre, les traditions pragmatiques et démocratiques similaires, comme par exemple la façon d'opérer dans les affaires, la langue commune (si l'on fait exception des six millions de francophones).

nes), de même que le réseau complexe des relations normales transnationales et transgouvernementales, ont procuré un milieu propice au développement de ces agences « low profile » et occupées principalement à solutionner les difficultés, un contexte que l'on ne saurait retrouver nulle part ailleurs entre deux pays voisins. 5/ Malgré cela, une perpétuelle mécontente persiste en raison des priorités divergentes de chaque pays. Dans ces institutions, comme dans leurs relations bilatérales en général, les Américains ont tendance à ne considérer que les sujets économiques et militaires, et à ne voir les autres qu'à travers le prisme de ceux-là; alors que les priorités canadiennes, elles, sont plus souvent de type culturel et politique, ce dernier point surtout étant lié à la question de la souveraineté canadienne. 6/ Le Canada, en tant que partenaire plus faible, s'est constamment opposé à ce que les sujets traités soient liés entre eux par et au travers de ces organismes.

De plus; 7/ Si l'on compare ces agences entre elles, le Canada a mieux réussi dans celles où les sujets traités étaient plus concrets, alors que le personnel était composé d'experts en la matière plutôt que de porte-paroles gouvernementaux. 8/ Les problèmes abordés ont été plus fréquemment solutionnés quand: ils étaient de nature fonctionnelle et technique plutôt que politique; quand les conflits relatifs à des intérêts ou à des choix de politiques à suivre, qui opposaient des groupes de pressions à l'intérieur même de chaque pays, ont eu la préséance sur les confrontations et les conflits d'intérêts entre les deux pays; quand, également, les procédures ont été informelles plutôt que formelles, de type légal, et préoccupés par les précédents. Dans ce type de réunions les oppositions se sont rarement concrétisées selon les divisions nationales.

D'autres ouvrages ont déjà prêté leur attention à l'un ou l'autre de ces organismes « low profile », mais efficaces et influents. Par contre, cette étude comble un vide majeur dans les analyses qui existaient auparavant sur les relations canado-U.S. par la juxtaposition et la comparaison judicieuses qu'elle fait de

ces agences dans le contexte des réalités dans lesquelles elles opèrent.

Alfred O. HERO Jr,

*Directeur
World Peace Foundation,
Boston, Mass.*

INFORMATION ET COMMUNICATION INTERNATIONALES

RUGH, William A. *The Arab Press: News Media and Political Process in the Arab World*. Syracuse (N.Y.), Syracuse University Press, 1979, 224p.

Cet ouvrage se veut une description et une analyse de la presse dans le Monde arabe ainsi que des relations de celle-ci avec le milieu politique et gouvernemental. Par la presse l'auteur entend les média d'information tels que les quotidiens, la radio et la télévision en excluant les hebdomadaires et tout ce qui touche les films et le cinéma.

L'auteur, M. William A. Rugh, a vécu dans certains pays arabes au cours des années soixante. À Beyrouth d'abord comme étudiant pour apprendre l'arabe puis au Caire et en Arabie Séoudite comme diplomate. Il possède donc une expérience relativement suffisante de ces pays et de la langue arabe.

Son ouvrage est d'après lui et selon nos propres connaissances le seul livre qui essaie de couvrir l'ensemble de la presse dans seize pays arabes différents. Le Yémen du Nord et Oman n'ont pas été étudiés à cause de la faiblesse ou de l'insignifiance de la presse de ces deux pays et d'autre part la Palestine a été écartée pour des raisons sans doute politiques.

Les publications arabes et étrangères sur la presse arabe n'ayant traité qu'un pays à la fois l'intérêt du travail de M. Rugh est évident. En effet, le travail de recherche et de « défrichage » est énorme et excellent. Les tableaux nombreux et clairs donnent d'un seul